

Histoire : événements et grandes tendances du Maghreb à partir des indépendances

*Texte rédigé d'après l'intervention de Jean-Claude SANTUCCI**

Histoire

Retour historique :

Une longue présence française, avec une très forte emprise coloniale différente selon les pays, explique leur situation actuelle et les relations entre le Maghreb et la France. L'histoire justifie le présent et ses spécificités.

On peut dire que l'expansion coloniale débuta avec l'expédition de Napoléon Bonaparte en Égypte (1800). Les réactions furent diverses, car les trois pays (Maroc, Tunisie, Algérie) avaient des statuts différents. Le Maroc était un État alaouite, tandis que l'Algérie et la Tunisie étaient des provinces ottomanes. Ces derniers vont d'ailleurs "profiter" de la venue de la France pour mettre fin à cette tutelle ottomane.

L'Algérie est occupée dès 1830, la Tunisie en 1881 et le Maroc en 1912.

***Algérie** - Il existe une résistance locale (1848 : Abdelkader), mais la France va occuper massivement le pays par le biais de migrations de populations françaises. L'Algérie est découpée en trois départements français. Il s'agit donc d'une colonisation de peuplement.

*** Tunisie** - Une véritable élite est en place avant l'arrivée de la France. Elle est forte d'une grande cohésion, d'une capacité de gestion importante, mais le pays manque de capitaux. Un processus de modernisation vis-à-vis du pouvoir ottoman se met en place avec plusieurs politiques de réformes.

Mais suite à des rivalités au sein de cette élite, le protectorat français est instauré en 1881.

*** Maroc** - Il s'agit d'un royaume, avec une souveraineté très forte qui va

résister à la domination française voisine en Algérie. Au nord, une résistance est menée par Abdelkrim.

Le Maroc doit également faire face à la domination économique de la Grande-Bretagne. De plus en 1860, l'Espagne commence à occuper la base de Ceuta et marche sur la ville de Tétouan. Finalement, les autres pays européens font pression pour qu'elle s'arrête.

Le Maroc fut donc petit à petit miné par toutes les puissances européennes, au nom du capitalisme.

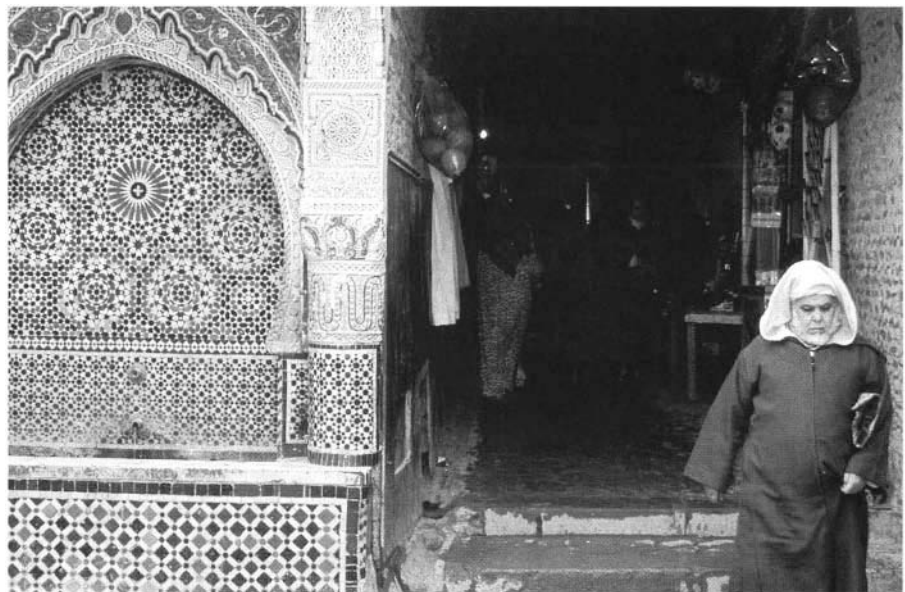


Photo 1 : Fès - Maroc.

Photo D.A.

* Spécialiste des sciences politiques
Institut de recherche et d'étude sur le
Monde Arabe et Musulman
Bd Pasteur 13100 Aix-en-Provence

Différents types de colonisation :

* **Tunisie / Maroc** - Les objectifs étaient stratégiques (présence de la France en Algérie, volonté de diminuer le contrôle des échanges maritimes), mais aussi miniers (besoin en ressources naturelles). On note l'intrusion de grands groupes industriels pour se rapprocher de la ressource.

Sur les plans politiques et administratifs, il s'agissait d'une colonisation d'encadrement des structures déjà en place. La France s'est appuyée sur l'administration, c'est-à-dire sur les notables. Ce ne fut pas le cas pour l'Algérie, où la population fut complètement assujettie. En Tunisie et au Maroc, il s'agit d'un protectorat.

Le Maréchal Lyautey, théoricien de ce protectorat, l'a orienté dans un sens de protection, de respect de la spécificité du pays. Plus tard, il y eut une dérive vers une prise en charge des intérêts nationaux, comme en Algérie.

La France s'arroge les secteurs clés (Défense, Affaires étrangères). Des groupes économiques et agricoles pénètrent également en Tunisie et au Maroc. En Algérie, la France prend toutes les commandes de l'État, et il s'agit essentiellement d'une colonisation agricole.

Généalogie des mouvements nationaux :

* **Tunisie** - Il existait un cadre administratif pour les revendications nationales d'ordre institutionnel du mouvement DESTUR (= Constitution). En 1934, le neo DESTUR apparaît pour avancer dans un sens légaliste (davantage de droits). Il puise ses différences surtout dans sa composition sociologique (origine plus modeste, petite bourgeoisie alors que le DESTUR était un mouvement aristocratique).

Après quelques incidents, l'indépendance arrive très vite. En 1954-55, elle fut proclamée dans un contexte international approprié.

* **Maroc** - Dernier État mis sous tutelle (1912), le mouvement national marocain suit celui de Tunisie du début du XX^{ème} siècle. Dès 1930, des soulèvements entraînent la constitution de partis politiques. Le pays demande alors à la France d'instaurer un plan de réforme.

Après la seconde guerre mondiale,

le mouvement ISTIQLAL (= Indépendance) se modifie et se fortifie. Un des rôles de cette guerre fut la prise de conscience par la population, de son apport à la France contre le nazisme. Le débarquement des américains a poussé les élites à prendre leur indépendance. Les U.S.A. ont donc induit un mouvement d'émancipation (dans tous les pays du Maghreb).

De 1944 à 1953, les incidents furent les plus durs. La France, qui adoptait la devise "Diviser pour régner", a réussi à délégitimer le pouvoir du Sultan. On assiste ainsi à sa déposition et à l'intensification du mouvement national par voie de conséquence.

Le thème mobilisateur des mouvements nationaux fut par la suite le retour du Sultan... ce qui explique l'importance postérieure de la monarchie marocaine.

L'indépendance est signée en 1956.

* **Algérie** - Contrairement aux autres pays, l'Algérie fut totalement insérée dans l'espace juridique français. La domination était donc très forte, ce qui a provoqué des insurrections et la lutte pour l'indépendance.

En 1870, le développement du pays se fait uniquement au profit des européens (français).

Les mouvements nationaux ont des difficultés pour concentrer leurs efforts, du fait de divergences dans la démarche à adopter.

Trois mouvements sont apparus :

- L'un met l'accent sur l'arabisation et sur l'islam.

- L'autre est un mouvement assimilationniste, en invoquant que les algériens devraient avoir réellement les mêmes droits que les français. Il se base sur l'inégalité flagrante.

- Entre les deux, l'Étoile nord africaine plus radicale, à tendances communistes, apparaît en 1924. Ce mouvement est dirigé de France, où on comptait une forte immigration algérienne.

L'action revendicatrice ne va jamais aboutir, et l'Algérie s'engouffre dans une longue lutte armée. L'insurrection débute le 1er novembre 1954. Les revendications d'indépendance apparaissent alors. Cette lutte algérienne obtient le soutien de ses voisins (Maroc - Tunisie), dans un contexte international favorable (création de la ligue Arabe etc...) le mouvement devient de plus en plus légitime. De 1960 à 1962, l'O.A.S. (population française en Algérie) revendique.

Mais l'Algérie signe son indépendance en 1962.

Panorama politique

*** Maroc**

En remettant le Roi Mohamed V au pouvoir, la France garantissait sa présence économique au Maroc. De 1953 à 1973, les intérêts français ont ainsi continué à prospérer.

Les partis politiques se sont trouvés écartés, obligés de suivre. Ils ne peuvent alors plus contester la légitimité du Roi, puisqu'il s'agissait de leur revendication nationale.

Il s'agit d'une monarchie absolue de droit divin avec un cadre constitutionnel. La première constitution date de 1962 et a été révisée en 1970, en 1972 et tout récemment en 1992. Le Roi garde tous les attributs du Commandeur des croyants, descendant du Prophète. Ce pouvoir religieux marque le pays de manière constante.

Le Maroc se caractérise par un système de multipartisme formel. Tout est toléré, sauf si on porte atteinte au Roi, au Dieu. Aussi, derrière ce libéralisme demeure un pouvoir monarchique. Tout est hiérarchisé autour du Roi comme une société de cour. Il s'agit d'un vrai système cybernétique ou verrouillé. Ce système clos en apparence, a des relais grâce aux divers systèmes stratégiques d'alliances matrimoniales (30 familles au total).

La constitution de 1962 fut élaborée par des juristes français. On y trouve de nombreux parallèles avec la 5^{ème} République française.

Le Roi Hassan II est chef suprême des armées, et chef de la diplomatie. En 1975, il lança la Marche verte pour le Sahara occidental. Ce tour de main diplomatique est "génial" au niveau international, puisque contraire aux principes démocratiques de l'O.N.U. mais de moins en moins réversible.

L'opposition a perdu au fil des années de son crédit du fait de la disparition de certains responsables, mais aussi victime de la corruption. Le Roi a en effet réussi à faire entrer ces opposants dans son système. C'est ainsi que la revendication d'une Assemblée constituante en 1960 n'existe plus en 1992. Les communistes sont eux-aussi entrés dans le sillage du Roi. L'ensemble de l'opposition s'est épuisé.

Actuellement, la seule opposition possible contre le Roi peut venir de trois facteurs :

- Des émeutes de la population,

spontanéité des masses de la rue (1981, 1984 et 1990 à Casablanca).

- L'armée - Mais elle est cantonnée actuellement dans le Sahara occidental, c'est-à-dire loin de la vie politique. De plus, elle bénéficie d'un statut privilégié et de bonnes carrières. Enfin, l'armée n'a pas de leader qui puisse provoquer un quelconque danger pour le Roi.

- L'islamisme - Depuis la révolution iranienne de 1979, le Maroc connaît une montée de l'islamisme. Mais comme la monarchie repose sur l'aspect religieux, le Roi joue la cause arabe avec un islam tolérant. Hassan II a toujours eu un rôle de médiateur et de modérateur. Il utilise la stratégie de modération des enjeux, en contrôlant tous les vecteurs de ces contestations.

Il a ainsi créé un contrôle supérieur auprès des Mosquées en impliquant les imams et les oulémas, et en y impliquant le Ministère de l'intérieur. Il utilise l'Islam pour légitimer le pouvoir en place et un mode de vie.

L'islamisme est donc souterrain, et sans existence structurelle. Néanmoins une mouvance islamiste existe dans les facultés et les lycées pour des raisons sociales. Elle occupe le vide laissé par toute la gauche syndicale et politique. Elle a des revendications de types corporatistes (celles des syndicats auparavant) pour des problèmes de la vie quotidienne. Le chômage très élevé des jeunes diplômés implique aussi ce genre de réactions.

Ces revendications pourraient être un danger pour le pays. Mais du fait de l'inorganisation de cette mouvance, elles ont peu de risques de déstabiliser le Roi, car ce dernier n'a jamais cessé de consolider son pouvoir.

Depuis 1980, les revendications des droits de l'homme augmentent. En fait, elles sont apparues quand le Roi l'a voulu, Hassan II pensant qu'il vaut mieux avoir des associations visibles que souterraines. Il a ainsi créé un Conseil supérieur des droits de l'homme ; il y a placé tous les responsables de ces associations. Puis y a fait entrer le Ministère de l'intérieur afin de contrôler ces mouvements.

Il est à noter que la Tunisie qui avait choisi de rayer l'enseignement religieux, a vu se développer le premier mouvement islamiste. C'est dans ce pays qu'il est le plus fort. L'Algérie a connu la même évolution, tandis que le Maroc a favorisé un islam tolérant.

Le nationalisme découle en effet de l'arabo-islamisme. Dès l'indépendance, le pays a importé des cadres



Photo 2 : Le palais royal à Rabat.

Photo D.A.

d'Egypte et de Damas pour l'arabisation. Ce flux fut supérieur en Algérie.

Le seul risque véritable au Maroc est celui de la succession d'Hassan II. En effet, le prince héritier n'aurait pas les mêmes conceptions que son père, et ne s'appuierait pas sur les mêmes clans ni sur le Ministère de l'intérieur. Il est alors possible qu'Hassan II reste au pouvoir plus longtemps, mais cela hypothéquerait encore plus les chances de l'héritier qui ne prendra pas le pouvoir assez tôt (comme Hassan II).

* **Algérie** - Ce pays, fer de lance des mouvements révolutionnaires, a souvent montré l'exemple, Boumédiène fut ainsi un personnage important dans le tiers monde.

Depuis les émeutes sanglantes de 1988, cette image se ternit peu à peu.

Pourquoi ? : L'Algérie a fait des choix politiques et économiques non adaptés à ses ressources, ni à ses relations tissées avec la France. Le pays n'avait alors pas les moyens d'assumer le développement choisi après l'indépendance.

Le F.L.N. et les textes fondateurs idéologiques choisirent l'expérience socialiste, mise en place par Ben Bella. L'Algérie connut alors une nationalisation à outrance (entreprises françaises et algériennes) et une élimination des intérêts étrangers, y compris les intérêts français. Les accords d'Evian furent une tentative de cohabitation, mais l'O.A.S. répliqua qu'il était impossible de cohabiter. Les personnes modérées furent éliminées.

Le modèle fut calqué sur l'U.R.S.S. avec un discours politique très idéo-

logique (autogestion par le peuple, réforme agraire, villages socialistes, citoyen-travailleur-frère) dans un État arabe et musulman. Il existe en fait une relation conflictuelle entre les religieux et les laïcs (socialistes).

L'Algérie a connu 25 ans d'immobilisme, avec une présence constante des militaires (Boumédiène, Chadli, Kafi). C'est donc l'armée qui a pris en charge le développement de l'Algérie socialiste, et qui occupe la scène politique jusqu'en 1988.

En 1962 fut instaurée la république socialiste avec une osmose entre le parti et l'État. Mais des clans et des fractions au sein de l'armée et de l'élite politique vont resurgir.

Après l'indépendance, le modèle des industries industrialisantes, inspiré par des économistes français, s'est développé autour de la valorisation des gisements d'hydrocarbures. L'Algérie pensait financer tout le développement industriel avec la rente provenant de la vente d'hydrocarbures. Ce fut l'erreur de ces grands projets d'industrialisation clés en main.

Suite à la politique coloniale de la France, l'Algérie manquait de cadres intermédiaires, et plusieurs industries étaient inopérantes.

Le pays a effectué un mauvais choix en négligeant l'agriculture, malgré une réforme agraire et le développement de coopératives. Les vignes (reflet de la colonisation) furent arrachées. L'État devint le grand employeur et propriétaire de ces moyens de production.

La bourgeoisie algérienne est remplacée par une classe technocratique du fait de l'osmose armée/État/politique.

Celle-ci devient la nouvelle classe dirigeante, créée par les choix de l'État.

En 1978 meurt Boumédiène. Dès 1980, on constate le déclin du système politique et la récession économique.

Une lutte s'engage au sein du F.L.N. et de l'armée, mais aucun leader n'apparaît. C'est ainsi que Chadli est nommé, étant "le plus ancien dans le grade militaire le plus élevé". Mais il n'a pas une grande stature politique. Il prend néanmoins conscience que le choix algérien d'industrialisation est suicidaire. Il entreprend alors des réformes.

Celles-ci sont de plusieurs ordres : économiques et politiques.

Au niveau économique, il restructure les entreprises publiques car rien ne fonctionnait (emplois, aucun sens de la maintenance). Il encourage les investissements privés. Il privatise l'agriculture en favorisant le sens de la propriété, de l'effort et du profit.

Il effectue également des réformes du système politique, qui entraîneront sa disparition de la scène. Ce système est en effet discrédité (beaucoup de pouvoir pour une coquille vide), et connaît des problèmes d'ordre relationnel. Chadli va aussi chercher d'autres alliances (armée, F.L.N., société civile). Finalement il a été éliminé par des clans militaires, en fort développement depuis la montée des islamistes. Les clans de l'armée se sont alors soudés par peur de perdre leurs privilèges.

En Algérie, l'armée est la seule force qui peut barrer la route à l'islamisme. Celui-ci a pu se développer grâce à l'explosion démographique. Il y a une génération algérienne qui ne croit plus à la légitimité des chefs politiques, car elle n'a pas connu la révolution. De plus, elle se trouve en grande partie au chômage ou exclue de la société.

Le vide créé par cette ossification du F.L.N. va être occupé par les mosquées, qui vont ainsi parler de politique. Le F.L.N. n'a plus beaucoup d'impacts sur la population, et aucun sur les jeunes.

L'Algérie vit un rejet de la France qui n'est pas totalement conscient, ni accepté. Il existe entre les deux pays une relation amour/haine très forte. Certains algériens pensent que la France n'est pas restée assez longtemps. Il ne veulent plus de ce pays, mais ils regrettent qu'elle n'est pas fait autre chose pendant la colonisation. Car leur gouvernement a fait encore moins pour le pays...

L'Algérie connaît donc une situation contradictoire et dramatique. Comment gérer maintenant l'islamisme qui fut légalisé par Chadli ?

Le F.I.S. a remporté les élections communales, et les élections législatives furent interrompues avant qu'il ne gagne.

* **Tunisie** - Les 36 ans d'indépendance reflètent une très grande continuité avec des choix définis très vite par un grand leader : Bourguiba. La république fut instaurée rapidement : prise en main par le parti unique, le Neo-destur, qui est moins fort qu'en Algérie. La prise de position idéologique et politique est très laïcisante en prônant la modernisation. La religion est ainsi gérée d'une manière "républicaine". Seule la "république civile" existe, et ce jusqu'en 1980.

Jusqu'en 1969, l'intervention de l'État permet une décolonisation en douceur. Les intérêts français sont restés présents assez longtemps.

Au début, Bourguiba est un homme prudent, pragmatique, qui utilise la "stratégie des petites étapes". Puis il se déclare président à vie. La Tunisie devient alors un Etat dont le déficit de légitimité tend à s'accroître. Bourguiba est destitué (1987) en douceur par Ben Ali.

Ben Ali est l'homme de la France et des U.S.A., homme des renseignements généraux, militaire et sortant d'une école supérieure française. Il doit résoudre plusieurs problèmes :

- Comment gérer l'héritage laissé par Bourguiba ?

- Comment faire face à la montée parallèle de l'islamisme et des droits de l'homme ?

Bourguiba menait une politique d'élimination des islamistes, alors que Ben Ali prône la modération afin de désamorcer l'opposition. Après avoir éliminé tous les cadres bourguibistes, il s'appuie sur des cadres de sa génération. Il s'entoure d'intellectuels de tous bords, y compris de gauche. Puis il les introduit dans l'appareil étatique. Le Néo-destur devient le P.S.D. puis le R.C.D. (Rassemblement constitutionnel démocratique) dans la perspective d'un grand pacte national.

Il existe toujours une opposition syndicale en activité, mais surtout Ben Ali n'a pas réussi à diminuer la mouvance islamiste. Il a libéré certains détenus (pendant le gouvernement antérieur), puis a essayé de diviser les islamistes en intégrant les modérés et en isolant les radicaux. En jouant sur la réislamisation de l'État et en affir-

mant l'identité arabo-musulmane de la Tunisie, Ben Ali a voulu prendre le contre-pied de cette mouvance. Il a ainsi choisi de les réestimer d'une manière habile, tout en prônant qu'on ne doit pas se servir de l'Islam pour en faire un parti politique. Celui-ci a alors changé de nom. Et le parti islamique a participé aux élections locales et nationales. Ben Ali convoque toutes les forces politiques à ces élections. Il est réélu par référendum.

Le système d'élection choisi permettait la représentation des petits partis. Avec un scrutin de listes majoritaires, les alliances étaient possibles (promesse de Ben Ali). Mais les partis politiques n'ont pas voulu tomber dans ce piège. Et c'est le parti du R.C.D. qui a tout remporté, alors que les islamistes atteignaient 25 % des suffrages.

Ben Ali vient de dévoiler son jeu, il est très critiqué dans les milieux politiques et syndicaux. On assiste en effet à une dérive vers une démocratie surveillée et contrôlée. Il a détruit l'image nationale et internationale qu'il avait.

Le blocage politique nuit beaucoup au développement économique de la Tunisie. Alors que tous attendaient beaucoup, elle sombre dans un immobilisme problématique. Aussi les investisseurs hésitent-ils à dynamiser l'économie. La Tunisie connaît à l'heure actuelle deux problèmes cruciaux : l'islamisation et l'aspect social.

L'Islamisme

C'est la formulation politique de l'Islam, en utilisant le langage, la doctrine et la religion à des fins politiques.

Certains prônent le retour à la religion afin de former une Communauté des Musulmans, c'est-à-dire sans État.

D'autres modifient l'orientation politique d'un État en suivant la religion, comme cela est le cas au Maghreb. Il s'agit en fait d'une évolution comme une forme d'opposition à un pouvoir donné. Les islamistes ont alors le même rôle que les communistes, en remettant en cause la nature du pouvoir. Ils se nourrissent des préceptes de l'Islam.

* **Algérie** - Les algériens sont très proches de l'Islam. Ils hésitent entre la libéralisation et l'Islam. Cette mouvance a ses bailleurs de fonds aux émirats arabes ou dans le pays, per-



Photo 3 : Mosquée à Fès.

Photo D.A.

sonnes qui ont intérêt à ce que les islamistes prennent de l'importance. On pense à la bourgeoisie (?) qui souhaite également que l'économie soit libérale. Certains vont même jusqu'à se demander si les U.S.A. ne soutiendraient pas ce mouvement (?).

Le Maghreb actuel a perdu de son poids géopolitique. Il ne faut donc pas survaloriser les islamistes. Il existe des courants très différents. L'islamisme maghrébin entre dans le cadre de l'État Nation.

En Algérie, après le F.L.N. qui apparaissait comme le parti de la France, les islamistes prônent l'arabisation totale. Les femmes doivent étudier, mais ne doivent pas travailler pour diminuer le chômage. Plus personne n'est capable de gérer ce qui se passe dans ce pays. Le F.L.N. avait décidé de laisser gagner le F.I.S. aux élections pour que le peuple se rende compte de son incapacité à gouverner et perdre confiance en lui.

* **Maroc** - Les islamistes luttent sur les bases idéologiques de la monarchie absolue de droit divin d'Hassan II (cf. Panorama Politique).

* **Tunisie** - L'islamisme est bien structuré (organisations, programmes...). Son emprise idéologique et politique est assez forte sur le terrain social.

* **Maghreb** - Les mouvements jouent sur les ressorts de la solidarité islamique (ex : tremblement de terre en Égypte). Tous les bourgeois, pour avoir la paix dans leur conscience et dans leur ville, font par exemple

construire une mosquée. Ils renouent avec des systèmes de pouvoir ancestraux.

- Existe-t-il un parallèle entre la bourgeoisie française du XVIIIème siècle et la bourgeoisie maghrébine actuelle ?

Le parallélisme peut être légitime, mais l'Islam exerce une contrainte énorme, supérieure au catholicisme du XVIIIème siècle. Il existe une juxtaposition de ces comportements. Mais ces pays maghrébins n'ont pas fait la révolution culturelle qu'a connue la France.

La Tunisie et l'Algérie ne pouvaient pas diminuer l'importance de l'islam, car celui-ci fait partie intégrante de leur identité. C'est un véritable lien communautaire qui régit les rapports d'autorité. L'individu n'a pas de droits puisqu'il est toujours rattaché à une lignée, à une communauté.

Néanmoins on commence de plus en plus à penser aux droits de l'individu, en raison de la pression du modèle français et de l'environnement international.

L'arabisation

Les maghrébins demandent à être traités comme des partenaires ; mais ils ne sont pas en état d'exercer toutes leurs responsabilités. Beaucoup pensent que la France n'est pas restée suffisamment longtemps. L'arabisation a été mise en place trop vite. Et il existe

actuellement des générations qui n'ont aucune véritable formation ni en français, ni en arabe.

L'arabisation ne peut être bien menée que s'il existe aussi des cadres parlant arabe, et si on peut trouver les traductions de tous les corpus scientifiques et techniques. Or ce ne fut pas le cas. Il s'agit en fait d'un processus progressif et non d'une mutation instantanée. Il faudrait donc essayer de traduire de nombreux documents français en arabe.

Le slogan "vive l'Arabe" est une idéologie des États, mais on remarque derrière cette façade des générations déracinées. Les informations télévisées ont un effet pervers, puisque la population voit les palais de la bourgeoisie alors qu'elle-même connaît le chômage ou meurt de faim. C'est donc cette relation ambivalente symbolisée par le F.L.N. en Algérie que conserve le peuple.

- Quelle est la place de la langue française dans ces pays ?

On se trouve devant des problèmes de cohérence des choix. La France ne sait plus quoi faire, doit-elle envoyer des cadres ? Ces difficultés ne sont d'ailleurs pas spécifiques au Maghreb.

La langue française est développée quantitativement, accompagnée d'une réforme de l'enseignement. Néanmoins la majorité de la population a des difficultés à parler français. Bien sûr, les chefs d'État sont pour le bilinguisme mais ne peuvent en assurer officiellement le choix politique. Seules les bourgeoisies ont pu (ont su) conserver et développer pour leurs propres intérêts les avantages sociaux, professionnels et politiques d'un tel capital linguistique. Il faut savoir que 50 % de la population du Maghreb a moins de 20 ans et que le taux de déperdition scolaire y est très élevé.

Emploi - Économie informelle

L'emploi est un des problèmes cruciaux de ces pays. L'économie informelle existante est un vrai système de sécurité sociale. Elle se caractérise par tous les petits métiers, l'achat et la revente de marchandises, etc... Actuellement, elle progresse dans la hiérarchie sociale et concerne de plus en plus de monde.

Le Roi Hassan II du Maroc laisse la situation telle qu'elle est, car cette

économie fait vivre une grande partie des marocains. Si on essaye d'ordonner ce genre de système, tout s'écroule. Mais c'est néanmoins un problème pour les États, car l'économie informelle échappe à l'impôt. Il s'agit en fait d'une épargne non mobilisée, car non déposée dans une banque. Certains investissent tout de même dans des secteurs rentables et généralement spéculatif (bâtiment).

Il y a par ailleurs une distinction importante à faire entre l'économie informelle et les activités "économiques" illégales (drogue...) contre lesquelles les États ont commencé à réagir par une législation appropriée.

- Une personne a plusieurs choix pour investir : placer ses capitaux à l'étranger (exode), investir sur la Côte d'Azur ou investir au Maghreb dans des secteurs rentables. Mais une question se pose aussi : comment diriger cet argent dans une économie informelle ?

- Est-ce que le désordre actuel, pouvant aller jusqu'à l'immoralité (drogue) contribue malgré tout au développement à venir du Maghreb ?

Potentiellement, il existe de bonnes conditions pour le développement d'une bourgeoisie de type européen. Le problème vient de l'exemple donné en haut lieu. Par exemple, la richesse marocaine n'est pas sur le territoire marocain. Les bourgeois investissent donc dans des affaires sûres.

Quelques années auparavant, le transfert des immigrés était la première ou deuxième recette de certains pays.

Le système général est complètement inorganisé. Il n'existe pas de comportements bourgeois, mais la bourgeoisie existe potentiellement.

- Il existe en fait une double bourgeoisie, puisque ce système de sécurité sociale permet au riche de soigner le pauvre (système occulte)

Il est vrai que cela se passait ainsi. Maintenant ce jeu est brouillé par l'effet de masse (augmentation de la

population en ville). Ce système de redistribution ne peut plus fonctionner. On remarque l'apparition d'un système hybride, qui entraîne une évolution de sociétés à deux vitesses. La population est informée par diverses sources médiatiques (télévision, radio etc...). Les mentalités évoluent et polluent ce type de relation entre le riche et le pauvre.

De plus il n'existe plus de régulation démographique. Si le Maghreb s'engage dans une transition démographique, alors il pourra arriver à la phase de développement.

Confrontées à tous les problèmes et organisées au sein de mouvements associatifs en plein essor, les femmes sont celles qui peuvent faire évoluer les choses.

Milieu rural

* **Maroc** - Le Maroc est le pays le plus rural, où le monde agricole composé de secteurs bien distincts reflète le type de rapports politiques.

Le premier secteur concerne l'agriculture liée aux grands barrages hydrauliques, où la production est intimement liée à l'exportation. La famille royale maîtrise ce système qui a généré beaucoup de profits. Ainsi la bourgeoisie s'est-elle investie dans l'agriculture, entraînée par son mimétisme au Roi. Les Caisses agricoles ont eu un rôle important auprès des bourgeois.

Le deuxième secteur concerne l'agriculture qui dépend entièrement des aléas climatiques, où travaille la petite paysannerie.

Les objectifs étaient de fixer la population dans les petites villes, de prospecter et d'exploiter la campagne environnante. De plus, on note d'énormes projets agricoles et agro-alimentaires.

Le Maroc souhaite aussi mettre en place des contrats de partenariat avec des pays étrangers.

On assiste à des mutations sociales

et culturelles. En effet, l'exode rural modifie les traditions. Le travail des femmes change également le rapport homme/femme, et le chômage augmente. Les mutations culturelles concernent l'attachement de ce milieu rural au Roi. En effet, il existe une certaine réserve vis à vis de l'autorité royale ; et des poches d'autonomisation commencent à apparaître.

L'Administration locale est contrôlée par le Ministère de l'intérieur. Le Roi a fondé le développement économique du pays sur l'agriculture essentiellement, et la stabilité politique sur les alliances avec le monde rural. Mais l'évolution socio-économique l'a poussé à renouveler ses options économiques (industrialisation) et son système d'alliances (classes moyennes, bourgeoisie...)

Les régions du nord, qui produisent de la drogue, ne fonctionnent plus ainsi. Grâce à la puissance de l'argent, l'administration locale est "achetée" par les producteurs ou trafiquants, et l'État ne la maîtrise plus.

* **Algérie** - L'agriculture est en friche, C'est pourquoi un retour à l'agriculture implique la nécessité d'investir afin d'être compétitif. Les pays maghrébins tentent de diversifier leur économie tant au plan des secteurs de production (agro-alimentaire, nouvelles filières industrielles) que des pays exportateurs (car la concurrence européenne est forte), et de gérer les contraintes politiques d'ajustement structurel dans des limites supportables économiquement et socialement. Y a-t-il une place pour un partenariat euromaghrébin ?

Plusieurs solutions s'offrent aux pays maghrébins : Créer le marché maghrébin, et restructurer leurs économies selon la démarche prospective initiée par l'U.M.A. ; renforcer l'Etat et définir un nouveau pacte social pour faire face aux aléas politiques internes (islamisme essentiellement) et aux risques que représente pour leurs économies l'attraction des marchés de l'Europe de l'Est pour les capitaux européens.